

# l'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Les visiteurs de Giscard

# MITTERRAND LE SATISFAIT

Si l'on en croit les dépêches, Mitterrand est arrivé à 17 h 28 à l'Élysée dans une R 30 métallisée. Si l'on en croit toujours les dépêches, l'entretien s'est déroulé dans « un climat sobre et détendu ». Voilà pour la petite histoire. Grande histoire pour les journalistes bourgeois qui voient là une occasion de plus de contribuer à tromper les gens.

Le fait important est que deux représentants de deux formations politiques bourgeoises se soient rencontrés pour parler bourgeoisement de politique.

Bien évidemment, Mitterrand c'est la « gauche » et Giscard la « droite », faut pas se tromper de mannequin. Mais ces hommes politiques, s'ils ne représentent pas les mêmes intérêts, ne diffèrent pas sur le fond.

Cela seul importe. Il ne s'agit pas pour nous de nous plaindre que Mitterrand ait été à l'Élysée ou de l'approuver. Ce n'est pas un scandale en soi. Ce qui est scandaleux par contre, c'est que Mitterrand se fasse passer pour un homme de « gauche » au service des travailleurs et qu'il veuille contribuer à « moraliser » la vie politique.

C'est cela qui est important à dénoncer. Mitterrand n'a jamais représenté et ne représentera jamais le peuple, la classe ouvrière et la petite paysannerie en particulier. C'est un ennemi qui s'est déjà montré à l'œuvre. Il faut le combattre même si ce n'est pas lui qui gouverne parce qu'il véhicule de dangereuses illusions et que ces illusions démobilisent le peuple.



### • Paris

#### MEETING DE SOUTIEN aux peuples palestiniens et libanais

Un meeting de soutien à la Révolution palestinienne et au Mouvement national libanais aura lieu vendredi 31 mars à 20 h 30 à la Mutualité, salle B.

Ce meeting est organisé par l'Union générale des étudiants palestiniens, avec le soutien des organisations politiques, étudiantes, ouvrières, arabes à Paris.

Avec la participation du chanteur libanais patriote Hatem.  
Participation aux frais : 10 F

## Léonid Pliouchtch déclare :

Le mathématicien, Léonid Pliouchtch a affirmé mardi soir à Lyon que la « répression s'accroît en Union Soviétique, surtout depuis la conférence de Belgrade. Il a ajouté : « Le fait, le plus neuf de l'histoire de ces dernières années en Europe de l'Est, réside dans la montée de la combativité de la classe ouvrière, accompagnée de celle des minorités. Les dissidents ne sont plus, à l'est, les seuls intellectuels. De cela, le pouvoir a très peur. »

### • Algérie

#### Résolution de l'UGTA sur les émigrés algériens en France

Alger 28/3 - Le cinquième congrès de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) a appelé les syndicats et les progressistes français à renforcer leur action pour obtenir des autorités françaises le « châtiment des auteurs d'attentats et d'agressions » contre les émigrés algériens en France.

Dans une résolution adoptée mardi en séance plénière, les congressistes rappellent que « l'UGTA a toujours considéré qu'il revenait aux autorités du pays d'accueil d'assurer la sécurité et de faire respecter la dignité de nos ressortissants. »

« Devant la carence des autorités policières et judiciaires et connaissant les traditions d'hospitalité du peuple de France, poursuit la résolution, l'UGTA attend des centrales syndicales françaises et de toutes les organisations progressistes le renforcement de leurs actions en vue d'amener les pouvoirs publics français à assumer leurs responsabilités pour châtier les auteurs d'attentats et d'agressions dont sont victimes notre communauté et nos différentes représentations. »

Communiqué commun des comités  
régionaux du PCRML et du PCMLF  
paru dans le Quotidien du peuple

## S'unir contre toutes les marées noires du capitalisme

Une fois de plus, les travailleurs de Bretagne sont frappés. Nos deux partis marxistes-léninistes appellent tous leurs militants et sympathisants à poursuivre leurs efforts au coude à coude avec les masses populaires de Bretagne et du pays, pour organiser la lutte contre la marée noire et faire payer les responsables. Les marxistes-léninistes lancent également aux travailleurs bretons l'appel qui suit :

### COMMENT EST-CE POSSIBLE ?

Onze ans jour pour jour, après la catastrophe du Torrey Canyon, les 230 000 tonnes de pétrole de l'Amoco Cadiz répandent ruine et désolation en mer et sur nos côtes. Comment de telles choses sont-elles possibles ? C'est possible parce que des navires tels que l'Amoco Cadiz appartenant à l'International Oil Company, gros trust américain, a le droit de battre pavillon libérien afin d'échapper à l'impôt et aux normes de sécurité.

C'est possible parce que l'État, est à genoux devant ces capitalistes, qu'il n'a pas voulu imposer à ces bateaux dangereux une autre route maritime et n'a installé aucun poste de surveillance efficace.

C'est possible parce que le remorqueur qui appartient à la Société Pugsier de Hambourg n'a pas averti la marine pour empêcher le bénéfice et a perdu de précieuses minutes à discuter gros sous avec le pétrolier en perdition.

C'est possible parce que notre société et son État sont capitalistes et ne connaissent qu'une loi : le profit.

### LES TRUSTS ET L'ÉTAT CAPITALISTES SONT LES SEULS RESPONSABLES : C'EST EUX QUI DOIVENT PAYER

Depuis une semaine le député-ministre Becam nous sroule de paroles. Les déclarations rassurantes coulent presque aussi vite que le pétrole. Barre s'est lui-même déplacé.

Est-ce que nous pouvons faire confiance aux promesses de ceux qui, pendant onze ans, n'ont rien fait, rien prévu ? Non. Seule l'unité de tous les travailleurs touchés arrachera les indemnités et mesures nécessaires. Les marins-pêcheurs et leurs organisations syndicales, les sinistrés et leurs comités, ont déjà élaboré leurs revendications et ont manifesté pour leur satisfaction.

Nous les soutenons. Tous les ouvriers et employés, tous les marins, goémoniers et paysans doivent marcher ensemble. Aucune catégorie ne doit être laissée pour compte.

Et pour que cela ne recommence pas, le gouvernement doit être obligé de prendre tout de suite les décisions.

### S'UNIR CONTRE TOUTES LES « MARÉES NOIRES » DU CAPITALISME

La marée noire jette au chômage des centaines de familles de travailleurs. Mais il existe déjà 60 000 chômeurs en Bretagne. Depuis 10 ans, un million de paysans ont dû quitter la ferme. En été 1976, la petite et moyenne paysannerie a connu la catastrophe de la sécheresse.

Tous ces malheurs sont des « marées noires » pour le peuple. C'est le peuple qui doit se donner la main pour en finir. Se donner la main, aujourd'hui, c'est en particulier :

- Embaucher en priorité et payer les chômeurs pour aider ceux qui viennent de perdre leur travail à nettoyer la côte.

- Dire non à tout impôt de soi-disant solidarité nationale : ceux qui travaillent ne sont pas responsables, ils payent assez d'impôts. Si le gouvernement veut imposer quelqu'un qu'il impose la Shell dont le profit s'est élevé l'an dernier à 1 000 milliards d'anciens francs.

Mais c'est aussi se préparer à d'autres luttes pour abattre le capitalisme et bâtir une société socialiste où le travail des hommes et les richesses de la nature ne seront plus soumis à l'exploitation criminelle du profit.

### CONTRE LA MARÉE NOIRE, CONTRE LES MÉFAITS DU CAPITALISME UNITÉ DE LUTTE ET SOLIDARITÉ POPULAIRES

Les Comités régionaux du PCRML et du PCMLF

## ● Italie

L'isolement grandissant du PCI l'enlèvement d'Aldo Moro le leader de la démocratie chrétienne, enlevé par les brigades rouges continuent à servir de prétexte à un énorme déploiement policier en Italie. Un dispositif qui pour l'instant s'est révélé plus efficace dans la répression contre les militants révolutionnaires que contre les ravisseurs. Les opérations de police ont déjà conduit à des dizaines d'arrestations dans les milieux d'extrême-gauche. Le PCI et la CGIL n'ont pas caché leur sympathie active pour ce déploiement policier et leurs seules critiques sont allées « à la mollesse de la police ».

Leur isolement a encore grandi un peu plus ces jours-ci à l'occasion des obsèques des deux jeunes révolutionnaires tués il y a

huit jours à Milan par un commando fasciste.

Malgré le silence du PCI sur cet événement, ce sont 100 000 personnes qui ont assisté à leur enterrement, infligeant de la sorte un sanglant désaveu aux partis révisionnistes italiens.

Le PCI n'avait pas appelé à leur rendre ce dernier hommage adoptant ainsi la même attitude que le PCF lors de l'assassinat de Pierre Overney.

La colère ouvrière ne peut que grandir contre le PCI à l'annonce du licenciement à son initiative de deux travailleurs de la Face-Standard de Milan qui avaient boycotté l'appel du PCI à débrayer contre l'enlèvement du Moro.

Le PCI se révèle une nouvelle fois aux côtés des bourgeois contre les travailleurs.

## Relations Est-Ouest

## Les attermoissements de Schmidt servent les intérêts soviétiques

Le développement de l'opposition en Allemagne de l'Ouest suscite des réactions diverses dans les milieux bourgeois de Bonn. L'opposition chrétienne-démocrate a tout de suite salué le développement de l'opposition comme un fait positif face à l'hégémonie soviétique. Les sociaux-démocrates, eux, sont inquiets.

Début janvier, ils ont mis en doute l'authenticité du Manifeste des dissidents est-allemands. Ensuite, ils ont protesté leurs grands dieux qu'ils n'y étaient pour rien. Ils se sont montrés inquiets pour Honecker (le chef de file du parti révisionniste est-allemand). Un dirigeant social-démocrate a même dit : « Honecker est le meilleur homme que nous ayons à Berlin-Est ».

Ces pleurnicheries sont bien révélatrices de la politique d'attermoissements que le gouvernement Schmidt poursuit à l'égard de l'Est. Tout en développant le commerce avec l'URSS, et en lui fournissant des crédits considérables, il mise sur les contradictions entre la RDA et l'URSS. Il veut développer des relations particulières avec la RDA pour l'aider à se détacher de l'emprise soviétique.

## GENTILLESSES...

Il y a quelques mois, le représentant officiel de Bonn à Berlin-Est, Günther Gauss, disait qu'il ne fallait pas être trop exigeant envers la RDA, qu'il fallait voir ses difficultés, qu'il fallait faire preuve de réalisme.

Les autorités de Berlin-Est ont applaudi discrètement. En janvier, un dirigeant libéral-démocrate a demandé que l'on fasse un pas en direction de la RDA. On a envisagé une rencontre au sommet Schmidt-Honecker. Mais les contacts entre les deux gouvernements, dé-

but février, ont été vains.

## ... CADEAUX...

Pourtant, Bonn ne lésine pas avec les cadeaux qu'il fait à la RDA. L'Allemagne de l'Ouest a déjà versé des sommes considérables pour la réparation des communications inter-allemandes, pour l'achat de quelque bout de terrain vague appartenant à la RDA, pour la libération de prisonniers est-allemands, etc. Bonn voudrait maintenant négocier la construction, à ses frais, d'une nouvelle autoroute en RDA. Et bien sûr, la RDA est prête à faire certaines choses... du moment que cela ne lui coûte pas un sou et lui rapporte même de bons paquets de devises occidentales.

Depuis quelques mois, Berlin-Est multiplie les pressions pour que Bonn prenne des mesures contre ceux qui aident les Allemands de l'Est à fuir leur pays et à passer à l'Ouest. Et là aussi, le gouvernement de Schmidt est prêt à céder.

## ... ET DANGEREUSES ILLUSIONS

Mais est-ce que toutes ces petites gentilles de Bonn vont permettre à la RDA de se dégager de l'emprise soviétique ? Pure illusion ! Le Kremlin tient trop à conserver sa colonie est-allemande. D'ailleurs une bonne partie des marks que Schmidt donne à Honecker

## ● ONU

## OUVERTURE DE LA CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA MER

Cinq mille diplomates, amiraux, industriels du pétrole, ingénieurs, armateurs, de 158 pays se réunissent depuis mardi à Genève pour l'une des conférences les plus importantes de ces dernières années : la Conférence de l'ONU sur le droit de la

L'ONU a préparé pour cette réunion un « texte de négociations officieux, comportant 373 articles traitant de la quasi-totalité des activités maritimes. Ce projet

est destiné à remplacer le Code de la mer de 1958 qui n'a jamais été signé que par une cinquantaine de pays.

### PAR QUI SERONT EXPLOITÉES LES RICHESSES DE LA MER ?

L'une des questions au cœur de cette conférence est de savoir par qui et au profit de qui seront exploitées les richesses énormes de la mer aussi bien sur le plan alimentaire que des minerais indispensables aux industries de pointe, comme le cuivre, le cobalt, le nickel et le manganèse.

Ce n'est un mystère pour personne que les richesses des mers sont actuellement monopolisées par quelques pays seulement : USA, Japon, URSS et dans une moindre mesure, par les pays d'Europe de l'Ouest.

Un consensus, tout au moins formel, a été réalisé dans les réunions précédentes, sur le fait que ces ressources devaient bénéficier aux pays les plus pauvres

mer.

Ses travaux ont commencé en 1973 et ont déjà comporté six sessions marquées par un antagonisme croissant entre pays du tiers monde et pays développés qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest.

de la planète, par l'intermédiaire d'une « autorité » supranationale qui aurait la haute main sur cette exploitation. Mais des questions clés demeurent toujours en suspens qui traduisent les conflits d'intérêts ouverts entre pays riches et pauvres. Quel pourcentage doit revenir aux pays pauvres ? Qui dirigera l'« autorité » ? De quels moyens disposera-t-elle ? Comment agencer l'extraction des minerais marins en tenant compte des intérêts des pays producteurs de minerais ? A qui et comment seront accordées les licences d'exploitation ?

Toutes ces questions demeurent l'objet de conflits importants où l'on voit l'URSS et les USA faire bloc contre les intérêts des pays pauvres.

D'autres problèmes brûlants restent également en suspens, notamment les droits des États côtiers dans leur « zone économique exclusive », large de 200 milles marins (370,4 km). Il est

déjà admis qu'on pourra y circuler librement en bateaux ou avions civils et y poser des câbles ou des oléoducs. Mais les divergences demeurent profondes sur le régime des sous-marins surtout dans les détroits dont beaucoup, occupent des positions stratégiques de grand intérêt militaire.

### UNE UNITÉ CROISSANTE DU TIERS MONDE

Depuis que, en 1967, Malte a réclamé la convocation de cette conférence, elle a déjà comporté trente-neuf semaines de discussions officielles qui ont marqué une unité croissante du tiers monde pour réclamer le respect de la souveraineté des États petits et pauvres et un nouvel ordre économique mondial. Il est d'emblée prévu que cette nouvelle session sera très difficile, les pays développés et particulièrement les superpuissances, entendant continuer comme par le passé à faire la loi sur les océans.

## ● Azanie

## Il y a 18ans, la massacre de Sharpeville



Il y a 18 ans, le 21 mars 1960, les racistes d'Afrique du Sud tiraient sur la foule qui protestait contre la « loi sur la circulation », à Sharpeville, faisant plusieurs dizaines de morts parmi les manifestants africains.

En commémoration de

cet événement, l'ONU a déclaré que l'année 1978 serait placée sous le signe de la lutte internationale contre l'apartheid.

L'Afrique toute entière célèbre chaque année la mémoire des martyrs de Sharpeville. Le Congrès Pan-

africain d'Azanie, le PAC, vient de déclarer : « Le PAC saisit cette occasion pour réaffirmer sa détermination de poursuivre la lutte de libération afin de faire payer les dettes de sang et d'assurer que les martyrs qui ont fait le sacrifice suprême ne

sont pas morts en vain ».

Il a condamné les deux superpuissances, URSS et USA pour leur rivalité acharnée en Afrique australe en soulignant : « Notre lutte ne sera troublée par aucune superpuissance ».



Rocard - Chevènement : 1-0

# LE PUGILAT DES DEUX

## TECHNOCRATES DU PS

Par journaux interposés, Rocard et Chevènement se livrent une grande querelle sur les causes de l'échec de la gauche le 19 mars et sur la tactique que doit dès lors adopter le PS.

C'est le « Nouvel Observateur » de Jean Daniel (qui fut toujours proche de Rocard) qui donne la parole à l'ancien secrétaire du PSU. Le « Matin » lui interviewe Chevènement, mardi.

**ROCARD : C'EST LA FAUTE AU PCF**

Rocard l'avait déjà dit à la télévision, lors de la soirée du 19 mars, sitôt connus les premiers résultats : à son avis, la défaite est due à l'équipe de Marchais.

Le but du PCF selon Rocard, était de briser l'avancée du Parti socialiste quitte à mener toute la gauche à la défaite.

« Le PC a réussi l'exploit de sauver le 19 mars une coalition de droite divisée et moralement battue. Il mettra des années à le payer et je ne crois simplement pas qu'il puisse se le permettre une seconde fois », déclare Rocard. En conséquence, plus que jamais le PS doit prendre son autonomie face au PCF.

« Nous devons maintenant avoir nos propres initiatives et une capacité d'organisation autonome », déclare-t-il reprenant une des idées qu'il avait développées lors du congrès de Nantes du PS, il y a presque un an.

Cette idée d'autonomie de la gauche non-socialiste par rapport au PCF avait influencé tous les travaux du congrès de Nantes : Mitterrand avait tenu un discours un peu plus dur que d'habitude par rapport au PCF qui s'en était offusqué et le CERES, minorité proche du PCF, avait été mis à l'écart.

**CHEVENEMENT : C'EST LA FAUTE A ROCARD**

Chevènement, chef du CERES précisément, ne pardonne pas à Rocard d'avoir été l'un des instigateurs de la ligne du congrès de Nantes.

Selon Chevènement, la « ligne Rocard » a empêché l'Union de la gauche. En préchant sur le thème des « deux cultures » de la gauche (« communiste » et socialiste) Rocard aurait freiné l'union, ou tout au moins il aurait empêché le PS d'en

Le premier round semble avoir été gagné par Rocard : pour un certain temps au moins le PS jouera le jeu de « l'autonomie socialiste ».



En 1968, Rocard essaie comme d'autres de se propulser à la tête du mouvement révolutionnaire (en haut, à gauche). 1969, il est député PSU dans les Yvelines, battant Couve de Murville (en haut à droite). 1974, il rejoint Mitterrand au Secrétariat du PS (en bas à gauche). Il est aujourd'hui un homme fort du parti de Mitterrand, prêt à prendre le pouvoir. (En bas à droite, en discussion avec Fouchier, le PDG de la Banque Paribas, et Thomas, le PDG de Pechiney).

être le moteur véritablement.

Ce que relève surtout Chevènement, c'est que l'alliance avec le PCF est possible du fait que celui-ci s'est engagé dans les années 60 sur la voie « du passage démocratique au socialisme », du passage pacifique.

Pour arriver au pouvoir par les élections, il faut passer des alliances avec des « partis de gouvernement » : le PCF a besoin du PS et d'un PS fort. En conséquence l'équipe dirigeante de Waldeck-Rochet puis de Marchais a fait des concessions importantes et pouvait en faire d'autres.

Si l'Union de la gauche a été brisée, la ligne Rocard en porte une lourde responsabilité, elle a brusqué le PCF et précipité la rupture, conclut Chevènement.

Toutefois aujourd'hui, la « ligne Rocard » est reprise par Claude Estier dans l'« Unité », organe du PS et par les déclarations de Mitterrand au lendemain du second tour. La ré-Union de la gauche n'est pas pour demain.

« L'autonomie socialiste » de Rocard a encore de beaux jours.

Giscard reçoit Chirac

« Je t'aime.

Moi non plus.»

Les journalistes ont pu voir mardi matin, un Jacques Chirac souriant et détendu monter en courant les marches de l'Élysée. Chirac ouvrait les consultations politiques de Giscard. Une heure plus tard, les mêmes journalistes ont pu voir le même Chirac, descendre les marches de l'Élysée et déclarer : « J'aurai l'occasion de faire connaître mon sentiment sur cet entretien. Mais vous comprendrez que ce n'est ni le lieu ni le moment ».

On peut toutefois avoir une idée de ce que fut le dialogue de frères ennemis, si l'on se rapporte à l'éditorial publié dans « La lettre de la nation » (organe du RPR) au lendemain du

discours télévisé de Giscard, la semaine dernière. Nous pouvons imaginer le scénario suivant : Giscard : « Que pensez-vous de ce que j'appelle « cohabitation pacifique (entre la majorité et l'opposition) ? » Chirac : « Quelques mauvais esprits ont trouvé que cet enchaînement d'entretiens rappelait le carnaval dans la cour de l'Élysée à chaque crise ministérielle sous la 4e République » (\*)

Et Chirac n'aime pas ce genre de « carnaval » où ce sont Marchais, Mitterrand et Giscard, qui tiennent le devant de la scène. Alors pour l'instant : « Pas de commentaires ! »

(\*) Citations de l'éditorial de Charpy, le 24 mars.

Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? (1)

### « Ce n'est pas nous. C'est lui »

René Andrieu

Les remous se développent au sein du PCF après l'échec électoral du 19 mars. Déjà lors de la rupture des relations entre le PCF et le PS, le 22 septembre dernier, des voix s'étaient élevées. Il en va de même aujourd'hui et sur le même thème.

Après la rupture de l'Union de la gauche, Ellenstein avait rappelé la nécessité de lier la stratégie d'union du peuple de France définie au XXIIe congrès du PCF et la stratégie d'Union de la gauche.

Althusser avait insisté sur la nécessité de créer une « large base de masse populaire » à cette même Union de la gauche malade.

Enfin, dans « Politique Hebdo », sous le pseudonyme de Max Pierrat, des militants du PCF avaient parlé de la création de « comités d'unité populaire ».

Le Comité central a fait la sourde oreille à ces contestations internes qui ne dépassaient pas le cadre de quelques intellectuels. Puis, au lendemain du 19 mars, analysant la désillusion et la déception de millions d'électeurs, le Bureau politique déclarait : « Le PCF ne porte aucune responsabilité dans cette situation ».

Andrieu, puis Leroy, précisaient le lendemain dans l'« Humanité » que le seul responsable de l'échec était le PS et Mitterrand personnellement. Andrieu présentait ses griefs en déclarant : « Ce n'est pas nous qui (...) C'est lui qui (...) », ce « lui » étant bien sûr Mitterrand.

Tout irait donc bien au PCF ? Tous unis derrière Marchais, l'âme en paix et la conscience tranquille ? Les opposants de jadis se seraient-ils tus ? Et en route pour les présidentielles de 1981... Absolument pas.

Dans « France Nouvelle », hebdomadaire du PCF, Lorenzi écrit un éditorial qui demande que l'on réfléchisse au pourquoi de l'échec. Un des rédacteurs de la même revue, Rony, interpelle son parti dans le journal « Le Monde » : nous avons notre part de responsabilité.

Dans « Politique Hebdo », deux dirigeants du

PCF, Molina et Vargas, reviennent sur la même idée exprimée par Ellenstein, Althusser et Max Pierrat quelques mois plus tôt : « La nouvelle conception de l'union qui doit se faire pour avoir pour objectif de dégager les moyens de l'essor du mouvement populaire et d'organisation des masses à la base sous des formes aujourd'hui imprévisibles ».

Déjà la semaine précédente, « Politique Hebdo » avait interviewé un philosophe, membre du PCF, Labica : « Des comités à la base ? Par exemple. Pourquoi non ? ».

Toutes ces oppositions internes et ces critiques au sein du PCF montrent qu'il y a crise dans ce parti, même si les journaux ne donnent la parole qu'à quelques intellectuels, historiens ou philosophes.

La solution miracle, ce serait un XXIIIe congrès anticipé qui déciderait de recommencer l'Union de la gauche avec le PS, mais en y joignant la création d'une unité à la base, dans le cadre de comités de masse.

C'est du mauvais replâtrage. De toute façon, l'union signée en 1972 prévoyait la création de tels comités. Jamais ils ne purent être mis en place. Ces coquilles vides disparurent vite.

La défaite de la stratégie de l'Union de la gauche exige de remettre en cause, une fois de plus, cette stratégie même : le passage pacifique au socialisme.

Pourquoi est née l'Union de la gauche ? Comment le PCF a-t-il tout fait pour qu'elle se réalise, au prix des pires concessions ? Et que faut-il faire maintenant ? C'est à ces trois questions que nous essaierons de répondre dans les jours à venir en rappelant l'histoire de cette Union de la gauche (depuis 1962).

Prochain article : 1965 : Waldeck Rochet choisit Mitterrand.



## Editorial

## Boycott du congrès de la FSM!

Dans les quinze jours maintenant va débiter le 9<sup>e</sup> Congrès de la Fédération syndicale mondiale. Ce congrès qui durera sept jours, du 16 au 23 avril, aura lieu à Prague.

Prague, 21 août 1968, trente ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les nazis, Brejnev lance les troupes russes et celles du pacte de Varsovie à l'assaut du pays.

Le monde entier constate avec stupeur la réalité du caractère agressif et impérialiste de l'Union soviétique. C'est une condamnation unanime.

Seuls, quelques inconditionnels de l'Union soviétique comme Vermeersch en France ou Lister en Espagne soutiennent à cor et à cri l'ignoble agression.

C'est à Prague encore occupée qu'acceptent d'aller les dirigeants de la CGT. Bien sûr, ils y exposeront leurs thèses sur « l'élargissement de la FSM », la « nécessité d'une vie plus démocratique » et tout un tas d'autres idées qui cachent mal leur honteuse compromission avec la bande à Brejnev.

Car où est la volonté « d'indépendance » affichée il y a encore quelques jours par Séguéy à propos de l'affaire Rostropovitch ? Où est mise la condamnation de l'atteinte aux droits de l'homme dans les pays de l'Est ?

Dans la poche de Séguéy. Car sa « volonté d'indépendance » finit là où commence la volonté d'obéissance absolue qu'exige de lui Brejnev.

Rappelons-nous en 1976, la grève de l'usine Triton à Bagnolet dure depuis près d'un an. Un jour, les grévistes reçoivent un communiqué libellé ainsi : « Le Conseil central du syndicat de la métallurgie d'URSS a envoyé récemment un télégramme à la CGT où il exprime « sa vive préoccupation » de voir que les machines Triton sont bloquées par les ouvriers en grève ».

Un des clients de Triton n'est autre que la Kama et la grève gêne la Kama, alors les machines doivent partir. Et Séguéy obéira, la grève sera brisée. C'est cela l'internationalisme de Brejnev et Séguéy. Cela trace un trait sur « l'indépendance » de la direction CGT vis-à-vis de l'impérialisme russe.

Dans le No 453 de « l'Humanité rouge » des 20-21 mars 1976, un militant de base du PCF déclarait :

« Ceux qui disent en France, qu'il n'y a pas d'occupation militaire mentent. Voilà ce que j'ai vu : sur les routes, on croise de nombreux convois militaires russes. En territoire conquis, ils ne respectent pas le code de la route. Ils créent de grands dangers pour la circulation. Les officiers russes circulent souvent en civil. Les châteaux et monuments historiques servent de caserne à l'armée d'occupation, comme par exemple le célèbre château de Decin. Les enceintes et la caserne du triste camp de la mort de Terzine hébergent les soldats russes. »

Voilà où veulent aller les dirigeants de la CGT. De même que l'on boycotte la coupe du monde de football qui doit se dérouler en Argentine où le peuple est livré au fasciste Videla, de même, on doit boycotter activement le congrès de la FSM qui doit avoir lieu en Tchécoslovaquie livrée aux troupes russes.

### • Argenteuil

## Avant comme après les élections, les patrons ferment les usines

Pendant la campagne électorale, la bourgeoisie s'est faite le défenseur des PME, du libre-échange, etc.

Les élections passées, ces beaux discours ne sont plus que fumée, l'élimination des petites et moyennes entreprises reprend, laissant de plus en plus la place aux grands monopoles.

Ainsi, à Argenteuil, dans la zone industrielle l'entreprise Verdonne et Terrier dépose son bilan et obtient le jugement de liquidation judiciaire en une heure et demi. C'est une entreprise de chaudronnerie qui travaille pour Simca, Citroën, Hispano et à 50 % à l'exportation, bref une entreprise que rien n'oblige à disparaître, sinon que son patron doit estimer qu'il a plus à gagner ailleurs...

Ils occupent leur usine, en refusant la fermeture et réclament leur dû : les quarante ouvriers plus le personnel du bureau se retrouvent à la rue, le salaire de mars leur a été versé, mais ni l'indemnité de licenciement ni les congés payés.

Après la bataille électorale qui vient de se dérouler, les travailleurs de Verdonne et Terrier nous montrent le chemin à suivre pour la satisfaction de toutes nos revendications.

# LES ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS EN LUTTE

Depuis plusieurs semaines, les élèves-maîtres des écoles normales sont en lutte sur deux axes principaux :

— La formation et sa sanction à la fin.

— Leurs postes à l'issue de cette formation.

Ces actions ont pris des formes diverses, notamment grèves, manifestations, occupations de locaux...

Le samedi 18 mars, vingt-huit délégations d'écoles normales en lutte se sont retrouvées à Grenoble et ont élaboré une plate-forme nationale revendicative.

— Abrogation du texte qui prévoit le licenciement des élèves maîtres après deux échecs à leur CAP et les obligeant à rembourser deux années de salaire (plusieurs millions !).

— Titularisation immédiate de tous les non-titulaires.

— Maintien et création de postes budgétaires garantissant l'emploi de toutes les catégories de personnel.

— Nomination sur un poste budgétaire fixe et entier correspondant à la formation reçue après les deux années.

— Le certificat de Fin d'études d'École normale doit être réellement un certificat attestant d'une formation et non un examen

de barrage avant le passage du CAP dans une classe.

Les problèmes de la formation des instituteurs, complexes et spécifiques, à chaque école normale, n'ont pu être abordés dans leur totalité, lors de cette coordination.

### LES FORCES EN PRÉSENCE

Si le SGEN-CFDT soutient cette plate-forme, mise à part quelques divergences mineures, la direction nationale du Syndicat national des Instituteurs (SNI), à direction proche du PS, parle de mouvement manipulé par le SGEN-CFDT et le PCF !

Le SNPEN (Syndicat national des professeurs des Écoles normales au sein de la FEN), à direction nationale PCF, dénonce lui, la plate-forme « anarchisante » des normaliens et du SGEN-CFDT.

Les trotskistes de l'OCI (tendance Front unique ouvrier) au sein du SNI et de la FEN, parlant également de manipulation de la la CFDT, refusent, quant à eux, de parler de la formation au nom de la défense des écoles normales, et veulent que la lutte soit sur un seul objectif :

« des postes fixes pour tous les normaliens », en refusant de considérer que si cette revendication est isolée de tout le reste, elle pourrait être rapidement satisfaite au détriment des auxiliaires (ce qui est déjà le cas dans le département de la Seine-Saint-Denis).

Seule, la revendication exprimée par les normaliens « création de postes budgétaires », permet d'éviter d'opposer une catégorie à une autre.

Le SNI « Unité d'action » (tendance PCF) après avoir combattu les formes dures du mouvement — comme l'occupation — après avoir proclamé leur désaccord avec les revendications sur la titularisation immédiate des non-titulaires, et le certificat de fin d'études comme simple attestation de formation, prend le train en marche et se déclare solidaire du mouvement !

La seconde coordination nationale (une trentaine de normaliens représentés) s'est tenue ce samedi 25 mars à l'École normale du Bourget (Seine-St-Denis).

A cette coordination où étaient présents des responsables départementaux des syndicats enseignants, la

motion suivante a été adoptée : « La coordination nationale des écoles normales appelle à deux journées de grève et d'action (les 29 et 30 mars), sur la base de la plate-forme de Grenoble et des revendications locales qui incluraient :

— Des actions de propagande (« Livre blanc » sur la formation et les postes, recherche de soutien financier pour les écoles normales en lutte, assemblée générale et contacts avec les « titulaires mobiles » et les instituteurs, tournées des écoles, jonctions avec les secteurs en lutte ).

— Le contrat avec les syndicats ouvriers et enseignants visant à élargir la lutte à tous les personnels de l'Éducation nationale.

— La tenue de manifestations nationales décentralisées (le jeudi 30 dans l'après-midi).

Ceci permettant la tenue d'une manifestation nationale au ministère le 26 avril, s'appuyant sur un mouvement de grève générale pour la satisfaction de nos revendications... ».

A cette coordination, les positions corporatistes de l'OCI ont été massivement rejetées et condamnées.

## • Brand-St Louis Chantiers de la centrale 5e semaine de grève

Mardi matin, c'est plus de 400 ouvriers qui étaient présents devant le site de la centrale pour entamer la cinquième semaine de grève.

Déjà, la semaine dernière, face au refus des patrons de satisfaire leurs revendications les ouvriers ont remis en place le piquet de grève qui ce matin, interdisait l'accès des chantiers à tout le personnel, cadres compris, des entreprises en grève.

Les patrons proposaient 7 F sur les 17 F de déplacement et 200 F pour le mois de grève si la reprise est immédiate et 500 F remboursables.

Ces propositions ont été refusées ce matin par l'assemblée générale. Le comité de grève qui comprend une vingtaine de personnes est apparemment pris directement en main par les responsables de la CGT.

De nombreuses critiques leur sont faites et les camarades du comité devront en tenir compte. C'est notamment la démobilisation : pas une assemblée générale en trois semaines à part l'intervention d'un responsable départemental où les ouvriers n'ont pas été entendus.

C'est aussi l'interdiction

de mentaux ce matin d'un camarade de la CGT, mais pas des chantiers, venu s'informer.

Qui cela sert-il ? N'y a-t-il pas derrière cette intervention massive des responsables de l'union départementale CGT une volonté bien précise ? Cette division artificielle qui ne correspond ni à la volonté des

camarades du comité ni à celle des ouvriers ne sert pas la lutte.

Aujourd'hui, ce qui est important, c'est l'unité français-immigrés, l'unité des camarades CGT-CFDT-FO et non-syndiqués qui veulent la victoire.

Contre le patron la force des ouvriers c'est l'unité à la base et dans l'action !



Au piquet de grève. Nous vaincrons.



## • Zone industrielle Montreuil La Noue Imprimeries du PCF

# Comme ailleurs ...l'exploitation

Sortie de Paris par l'autoroute A 4. A la hauteur de Bagnolet, Montreuil, sur la gauche une zone industrielle. Juste derrière, soumis au bruit et à la pollution, des cités HLM de Montreuil et le foyer Sonacotra, qui forment écran pour les immeubles de standing qui s'abritent derrière.

C'est là, dans la zone industrielle de Bagnolet, que sont installées deux imprimeries appartenant au PCF, Paris-Province Impression (PPI) et les imprimeries de la Noue (IN), deux entreprises capitalistes comme les autres...

Avec « Poissonnière », l'imprimerie du journal « l'Humanité », PPI et IN impriment les tracts, affiches et autre matériel de propagande pour le PCF, la CGT et certains comités d'entreprise ainsi que « Pif le chien » et « l'Humanité dimanche ». « Spécial Dernière », « La Vie française », « Pariscope », « Hara Kiri » et autres revues authentiquement bourgeoises font également partie de la production.

pas que des « communistes ».

Depuis plusieurs mois, les employés refusent ce statut et veulent l'application d'un statut légal, celui de la FFLL. En effet, le statut PPI prive les employés d'un certain nombre de droits :

— Obligation pour eux de travailler 8 h 15 par jour dont 15 mn gratuitement pour le PCF, même si vous n'êtes pas au PCF.

— Obligation d'assurer une permanence le samedi

« ou le travail sous-qualifié ou le chômage ».

### SUR LE SYNDICAT

Les ouvriers sont organisés dans leur syndicat CGT. Les employés aussi, mais c'est très dur d'imposer à la direction bourgeoise du PPI leurs revendications d'autant plus que certains délégués CCF collaborent avec la direction. Oui, la CGT freine la lutte.

### NOS REVENDICATIONS

Révision de la grille des salaires. Réunis entre eux, les employés ont établi une grille syndicale pour quarante heures, s'inspirant de la grille nationale de la FFLL. La direction refuse cette grille au profit de la sienne (qualification et salaires bidons).

— La CGT (dont la majo-

rité des délégués présents à la réunion collaborent avec la direction) accepte la grille PPI.

de repos, mais le PCF oublie d'appliquer son programme dans ses imprimeries.

Comme Barre, ils embauchent mais sous contrat et sans garantie d'emploi.

### ET LES GREVES ?

Quant aux grèves, bien sûr, elles ne sont pas interdites, mais on ne doit pas faire grève. Pourquoi ? Eh bien c'est simple, comme le dit la direction : « La PPI c'est le PCF », « Le PCF, c'est la classe ouvrière », « la classe ouvrière, c'est Nous, c'est vous », alors, « faire grève, à PPI c'est faire grève contre nous ».

Tous les employés sont mis en fiche, tout retard, toute absence, et même les réunions syndicales sont soigneusement notées.

A PPI, il y a un appareil

## • Vitrolles

### Les chauffeurs de Satea-Mounier en grève

Depuis lundi 20 mars, nous avons arrêté le travail, nous avons déposé un cahier de revendications le 20 février, l'entrevue avec le patron a eu lieu le 14 mars et la réponse a été négative.

En octobre, le patron voulait diminuer notre salaire de 500 F par mois, il a procédé aussi à des licenciements. Nos salaires sont bloqués depuis un an, pendant ce temps le coût de la vie a augmenté au moins de 12 %.

Les tarifs des transports pour les patrons sont augmentés ce mois-ci de 7,5 %.

Le patron nous refuse les 300 F par mois sur le fixe que nous demandons, la 5e semaine de congés payés et le 13e mois.

Mardi 21 mars, à bulletins secrets, sur 37 présents, 37 ont voté la poursuite de la grève. C'était le

jour des acomptes, alors que d'habitude chacun reçoit un chèque de 1 500 F ou de 2 000 F, le patron a décidé de ne verser que 1 000 F. Si c'est cela la concertation et le dialogue, nous sommes servis et vous jugerez.

Dans l'action que nous menons, et forts de notre bon droit, nous appelons la population, les travailleurs de Vitrolles et de la zone, les organisations à nous aider et à être solidaires de notre lutte.

Tract signé par le personnel en grève, les délégués et le syndicat CGT.

La cellule du PCMLF appelle tous ses militants et sympathisants et tous les travailleurs à soutenir cette juste lutte qui montre la voie à suivre pour arracher satisfaction de nos revendications.

## • Côtes du Nord

### Manifestation contre l'élimination de petits producteurs de lait

Jeudi matin, le 23 mars, une cinquantaine de paysans se sont retrouvés dans les locaux de la Direction de Négoceur, laiterie privée appartenant pour 99 % à l'ULN (Union laitière normande) à Pontieux (près de Guingamp, Côte-du-Nord). Il s'agissait de défendre des petits paysans, ayant de deux à quatre vaches, dont la laiterie a décidé, du jour au lendemain, de ne plus prendre le lait.

Ces petits producteurs se retrouvent avec des vaches produisant du lait, mais sans pouvoir le vendre. Le peu d'argent que cela amène dans la maison fait vivre la famille, parfois nombreuse, et c'est en fait le licenciement pur et simple des producteurs. On a rencontré le directeur pour exiger que le lait des petits paysans soit ramassé et pour qu'à chaque fois que la laiterie veut éliminer des producteurs, une réunion ait lieu sur la commune en invitant le syndicat.

Beaucoup de paysans ont exprimé leur colère, leur haine même, à ce directeur, aux patrons de laiteries, en général devant le mépris dans lesquels on nous tient.

On a bien rigolé quand même, et on se sent tous unis devant ceux qui nous pressent comme des citrons.

C'est une victoire, mais on ne se fait pas d'illusions sur les promesses et ce n'est que par notre pression continue que les petits paysans auront droit au travail.

### NEF'S SUR SEF'S



### - 54 pages de bandes dessinées

A propos du rapatriement des travaux confectionnés à l'étranger, le PCF imprime Rahan en Roumanie, les éditions sociales en RDA. LVJ en Belgique...

Pour produire, plus sans embaucher de personnel, PPI recourt largement à la sous-traitance, jusqu'au service de paie qui a été confiée à une entreprise extérieure.

A ce sujet, rappelons les revendications de la FFLL\* - CGT :

— Réintégration de tous les travaux faits en sous-traitance.

— Tous les travaux administratifs doivent rester dans l'entreprise grâce à une modernisation des secteurs clés.

Or, PPI, boîte du PCF, n'applique pas, tout comme Hersant, les décisions de la FFLL.

### LA LUTTE DU PERSONNEL EMPLOYÉ

Les employés sont une quinzaine, parmi eux, plusieurs ne sont pas membres du PCF ou bien l'ont quitté. Membre ou pas, le personnel administratif n'est pas régi par la convention nationale du Travail et du Livre FFLL-CGT mais par un statut spécial maison dit « statut du militant ». Cela serait logique si tout le monde était membre du PCF, mais PPI n'embauche

(travail gratuit obligatoire).

La lutte du personnel fera céder la direction qui sera obligée de supprimer ces permanences. Mais elles existent encore dans certaines entreprises comme à la « Vie ouvrière » où on a licencié un camarade qui a refusé d'exercer ce travail gratuit.

— Interdiction aux ouvriers et aux employés de tenir des réunions syndicales communes.

Pas d'organisation syndicale pour défendre les employés. Là aussi, une lutte longue et dure fera céder la direction et reconnaître le droit de nous organiser et d'élire nos délégués (avril 1977).

### DES MUTATIONS ARBITRAIRES

La direction PCF de la PPI s'est toujours opposée à la constitution d'un syndicat. Ainsi elle divisera les camarades en effectuant des mutations d'un service à l'autre, mais aussi des mutations entre « l'Humanité » et la « PPI ». On mute les camarades les plus âgés à des postes fatigants, ennuyeux en leur disant « c'est ça ou la porte ». Pour ces camarades c'est

à la réunion collaborent avec la direction) accepte la grille PPI.

### ILS VEULENT DIVISER LA CLASSE OUVRIÈRE

Une grande revendication les quarante heures sans diminution de salaire :

1er temps : les employés exigent les quarante heures la direction refuse catégoriquement.

2e temps : face à notre lutte, la direction cède, mais en divisant. Les femmes auront seules les quarante heures. La CGT accepte.

3e temps : les personnel masculin n'effectuant que quarante heures de travail, la direction fait des menaces de sanctions, en effet si on stoppe notre travail à 17 h 30 au lieu de 17 h 45 « nous sommes des gauchistes ».

Aujourd'hui, la direction propose que tout le personnel fasse ses huit heures par jour mais que les hommes travaillent un samedi sur huit (trois hommes sur dix employés).

La FFLL et le PCF proposent les trente-cinq heures et la semaine de cinq jours avec deux jours consécutifs

à boisson. La direction a estimé que nous buvions trop de café. Pensez, quand on boit le café, on ne travaille pas, alors elle a pondu une note dans laquelle il est indiqué que « Le travail c'est huit heures effectuées, le café, c'est avant 8 h 30 ou après 17 h 30 ».

### LES OUVRIERS VICTIMES DE LA RESTRUCTURATION

A la suite du remplacement des machines-feuilles par des rotatives plusieurs licenciements par mises en retraite anticipée ont eu lieu.

En plus, ils ont supprimé la « brisure » sur les rotatives. En effet, sur une machine-feuille, on travaille 7 h 30 payées 8 heures, mais sur les rotatives, c'est 8 h pour 8 h.

La FFLL revendique la brisure sur les rotatives... Avec les machines feuilles, on avait donc une pause pour manger et on travaillait en 2 X 8, maintenant, avec les rotos c'est huit heures sans arrêt en 3 X 8 et on mange sur la machine !

Et avec ça, on parle de licenciement pour fin 1978 !

Correspondance

\*FFLL : Fédération française des travailleurs du livre.

### VENDREDI 31 MARS A 20 h 30

Réunion-débat

« La vie des travailleurs immigrés en France »  
au « Centre 72 » - 72, rue Victor Hugo  
92270 BOIS-COLOMBES  
(près gare de Bois-Colombes)

avec projection :

— D'un film « Après le dernier train », réalisé par la CFDT sur la grève des nettoyeurs du métro.  
— D'un montage audio-visuel « Le dossier Stoléru » réalisé par l'ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés).

Soirée organisée par :

— L'ASTI d'Asnières-Gennevilliers  
— L'ASTI de Colombes  
— L'Union locale CFDT de Colombes, Bois-Colombes et la Garenne-Colombes.

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité rouge » et de l'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » de Beauvais :

Meeting de commémoration de la  
COMMUNE DE PARIS

Mairie de Voisinslieu  
le 31 mars 1978 à 20 h 30

## Au 159e Régiment d'Infanterie Alpine

# «Nous exigeons des mesures de sécurité»

Nous reproduisons ci-dessous un article qui montre bien les conditions désastreuses qui sont faites aux appelés.

Au 159e régiment d'Infanterie alpine, la semaine du 19 au 24 mars devaient se dérouler des manœuvres en montagne, partant de Briançon sur la vallée de l'Isard, vallée du Queyras vallée des Fonds.

Alors que le temps semblait instable et que la météo annonçait des prévisions défavorables pour toutes sorties en montagne, les alpins partis skis sur l'épaule, ont fait 8 km pour rejoindre Montgenèvre, portant une charge d'environ 30 kilos.

Puis, ils montèrent vers la crête des Gondrans alors que la tempête débutait et aucun ordre ne fut donné d'interrompre la progression.

Arrivée à la crête la 2e compagnie, après une halte où certains eurent quelques gelures et où le capitaine faillit perdre la vie après avoir traversé une corniche, se dirigea vers un refuge.

Après de nombreuses hésitations, la 1re compagnie arrivant plus tard à la crête, monta ses tentes alors que le vent redoublait de violence. Certains hommes avaient des gelures et la décision fut prise alors d'effectuer la descente sur Montgenèvre.

Celle-ci fut terrible, dans le brouillard et la tempête

et avec la nuit tombante, quelques-uns se sont perdus. Ce n'est qu'après 8 heures passées dans la tempête qu'ils rejoignaient enfin les camions.

### LE BILAN

Seize appelés atteints de gelures aux extrémités (doigts, orteils, oreilles) au 2e et peut-être au 3e degré, évacués par hélicoptère sur l'hôpital militaire de Laveran à Marseille.

Une quarantaine d'autres atteints au premier degré au visage, aux poignets ou aux mollets (parties mal protégées du vent par l'équipement inadapté aux conditions).

### OU SONT LES RESPONSABILITÉS ?

Pourquoi les troupes alpines partent-elles en montagne en hiver sans un matériel réellement approprié (les chaussures sont perméables alors qu'il existe des exemplaires à chausson isotherme ; gants perméables ; nous n'avons ni gants de laine ni soie, fournis dans ces occasions ; une simple casquette fourrée qui ne protège en aucun cas le visage ; aucun émetteur-récepteur utile en cas de corps enfoui sous une avalanche



Briançon le 23/03/78 : des soldats blessés embarquent dans les hélicos.

alors que l'armée en possède de ?

Pourquoi cet épuisement à pied jusqu'à Montgenèvre alors que des camions étaient prévus et que la voie fut dégagée ?

Pourquoi ce risque pris de faire partir les alpins alors que la météo n'autorisait aucune sortie en mon-

tagne ?

Pourquoi, nous avoir fait partir de Montgenèvre alors que la tempête commençait à se lever ?

Pourquoi, alors que nous étions engagés dans la tempête, nous avoir fait continuer la progression ?

Les responsables sont au plus haut niveau du régi-

ment : ceux qui disent notamment que les troupes alpines doivent être opérationnelles par tout temps et tout terrain, que les alpins doivent être fiers d'avoir engagé une telle épreuve de force avec la montagne.

Nous exigeons que toutes les mesures de sécurité

soient prises durant les sorties en montagne.

D'autre part, nous estimons que la lumière doit être faite sur cette affaire et les responsables sanctionnés en conséquence.

Comité de soldats du 159e RIA de Briançon.

## Témoignage

### Faits quotidiens de la répression raciste

Il est minuit. Un car de police s'arrête devant un café. Les flics se précipitent à l'intérieur et exigent les papiers de tous les clients et ils s'installent au bar. Ils consomment et repartent aussitôt vers un autre café. Ils n'ont pas payé. C'est normal : c'était un café arabe !

C'est ce qui se passe chaque semaine dans les cafés où se retrouvent les travailleurs immigrés, dans la périphérie parisienne.

Provocations, intimidations, chantage... les flics organisent un véritable racket.

Il y a quelques jours, un homme entre dans un de ces cafés, tard le soir, dans une ville de la région parisienne. Suivant les bonnes habitudes, il demande ses papiers à un travailleur immigré. Habituellement, cela se passe bien : un signe au patron et une consommation est servie. Ce sera bien sûr au travailleur de payer : c'est le prix de la tranquillité.

Mais ce soir-là, ce travailleur refuse de présenter ses papiers : pourquoi les montrer à un consommateur ? Le flic en civil s'énerve et

menace. Un autre immigré intervient alors et prend sa défense : « Il n'a rien fait de mal, nous avons passé la soirée ensemble. Pourquoi lui demander ses papiers ? »

Le flic est furieux : il voit qu'on lui tient tête et qu'il ne boira pas son coup « à l'œil ». Il appelle alors à la rescousse le car de police et, en sa qualité d'inspecteur, ordonne aux flics d'embarquer ces deux travailleurs.

Au commissariat, ils recevront des coups, passeront la nuit en cellule, les flics venant régulièrement secouer les grilles pour les empêcher de dormir. A un « gardien de la paix » qui se moquait de son manque d'instruction, l'un d'eux répondra : « Quand je suis né, mon pays était sous le drapeau français. Ce n'est pas la faute du drapeau algérien si je ne sais pas lire, ce sont les Français qui étaient dans mon pays qui m'ont empêché d'aller à l'école ».

Ces deux travailleurs sont donc relâchés le lendemain, avec chacun une contravention « Ivresse manifeste et publique » ! Ils devront

donc passer au tribunal.

Ce n'est pas un fait isolé : la plupart des travailleurs immigrés de cette ville ont déjà subi des brimades semblables. Mais ils en ont assez. Ils envisagent actuellement les moyens à prendre pour faire échec au racisme, au coude à coude avec les travailleurs français.

Mais ils savent que ce n'est pas que dans cette ville que de tels faits existent. Il faut une mobilisation de tous, et faire connaître au journal toutes les atteintes semblables dont nous pouvons avoir connaissance pour préparer la riposte.

Il est d'ailleurs significatif que cette ville soit gérée par le PCF qui déclarait lors des dernières municipales : « Le seuil de tolérance est dépassé : il y a 60 % d'immigrés en trop », et encore « Pour la sécurité des citoyens, il faut renforcer les forces de l'ordre et implanter des commissariats de quartier ».

Tous unis contre le racisme ! Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Correspondant HR

Samedi 1er avril  
de 6 à 24 h  
17, rue de l'Avre Paris 15e  
Festival organisé par le comité  
Philippe\* Kadi, avec chanteurs,  
groupes musicaux, débats...

\*Philippe, jeune travailleur immigré de 20 ans a été tué par un flic le 11 janvier 1978. La famille s'est constituée partie civile. Ce festival a pour but d'apporter une aide financière pour les frais du procès, de faire connaître plus largement la lutte des jeunes.

## Après les élections

### Hausse des prix de 0,7% à 0,9%

D'après les estimations que laisse filtrer le gouvernement lui-même, la plupart des commentateurs estiment que l'indice officiel des prix pour février qui sera rendu public mercredi se situe entre 0,7 % et 0,9 %.

Cela marquerait le retour à la « vérité des prix » si chère à Barre. Il faut dire qu'il a tenu à y déroger quelque peu dans les mois précédents. Souvenons-nous des indices très bas annoncés pour janvier et décembre et qui marquaient, selon la majorité et ses partisans, la victoire de Barre sur l'inflation.

Nous avions dit à l'épo-

que qu'il s'agissait de truquage et qu'il était pour le moins curieux de voir ces indices officiels voter Barre alors que tous les travailleurs pouvaient le constater : les prix avaient bel et bien augmenté.

Les hausses avaient tout simplement été différées de janvier en février afin qu'elles ne se répercutent sur l'indice qu'une fois les élections passées. Et l'on parle encore d'une augmentation dans les mois qui viennent du charbon (6 %), de l'essence et des produits pétroliers (7 %), du timbre et des communications téléphoniques, etc.

## Les fascistes hors de la faculté !

Depuis un mois, les fascistes du Front national et du GUD (Groupe Union et défense) essayent de s'implanter à la faculté de Lettres de Lille : inscriptions racistes, affiches progressistes déchirées, voilà qui devient de plus en plus fréquent.

Mercredi 22 mars, c'était le GRECE (Mouvement pseudo-scientifique s'ingéniant à prouver que la race blanche est la meilleure !) qui prétendait tenir une table de livres dans le hall, sous la protection des nazillons du GUD. Mais bien vite, une centaine d'étudiants se regroupèrent et c'est aux cris de « Fascistes racistes hors de fac » que nous les avons forcés à déguerpir.

Et pour cela, nous avons dû nous opposer, non pas tellement aux fascistes, complètement timorés et pâles de peur devant notre détermination, mais au président de la fac, membre du PS, qui voulait nous empêcher de les virer, au nom de la « liberté d'expression ». Mais les étudiants sont bien décidés à ne pas laisser parler les nostalgiques d'Hitler, et nous restons vigilants car ils ont annoncé qu'ils reviendraient. Eh bien qu'ils reviennent, on les attend !

# En avant pour la souscription de 100 millions !



Nous publierons dans les éditions suivantes la souscription de 1978 parvenue à ce jour.



## Beethoven

### Un musicien révolutionnaire

On a souvent présenté Beethoven comme un catholique convaincu, entièrement immunisé contre les influences extérieures, mais ce point de vue est aujourd'hui considéré comme erroné par les musicologues. Autodidacte ayant accumulé une vaste culture, Beethoven était très-certainement athée : « Je vis en misérable, en lutte avec la nature et le créateur. J'ai renié bien souvent ce dernier, écrivait-il, parce qu'il expose ses créatures à des petits accidents qui fanent et détruisent les bourgeois les plus précieux ».

#### BEETHOVEN ET LA RÉVOLUTION DE 1789

Les idées de la Révolution française exercèrent une grande influence dans les domaines politique, économique et social en Europe et dans le monde entier. Elles inspirèrent la création des écrivains et des artistes progressistes de l'époque, et il est incontestable que leur influence sur Beethoven fut très importante.

Beethoven réclamait les droits de l'homme et du

citoyen, il se voulait l'ami de toute l'humanité. Il ne croyait en aucune forme de monarchie, bien que vivant sous un régime monarchique et il avait pour idéal le régime républicain. Ardent partisan des idées nouvelles sur la liberté, il revendiquait continuellement les droits de l'humanité foulés aux pieds. Il criait avec force : « La soumission de l'homme par l'homme me tourmente ».

#### UN MUSICIEN A L'ÉCOUTE DU PEUPLE

Beethoven, par sa musique, a cherché à se rapprocher le plus possible des masses. Il a traité la forme symphonique de façon beaucoup plus accessible et populaire, en particulier en y introduisant le peuple lui-même et son esprit révolutionnaire, par l'introduction des chœurs, ce qui à l'époque fut une véritable innovation.

Fan S. Noli (1) a très justement compris Beethoven lorsqu'évoquant la 9e symphonie, il indique : « Beethoven demande aux sopranos de crier, de hurler à pleine gorge pour la

victoire comme les comères de Paris lorsqu'elles voyaient guillotiner Marie-Antoinette et Louis XVI... Oui, tuez-les, pendez-les tous, princes et aristocrates » et Noli d'ajouter : « C'est en vain que les malheureuses sopranos demandaient au maître de changer ces notes si hautes qu'elles ne pouvaient les atteindre, Beethoven n'acceptait pas. Les chanteuses déclarèrent que ces notes étaient trop dures, or c'est justement ce que l'auteur cherchait, parce que, de cette façon, les masses auraient compris son idée ».

#### UN RÉVOLUTIONNAIRE CONSÉQUENT

Beethoven voyait en Bonaparte le héros appelé à abolir la domination monarchique en Europe. Mais celui-ci se proclama lui-même empereur, donc un dominateur et un tyran au-dessus de tous les autres dominateurs et tyrans. Beethoven en éprouva une profonde déception et déclarait : « Ce n'est qu'un homme ordinaire, qui foulera aux pieds les droits des gens, qui ne vise qu'à

réaliser ses ambitions, à s'élever au-dessus des autres et qui deviendra un tyran ». Et il déchira la dédicace à Bonaparte qu'il avait faite pour sa 3e symphonie qu'il rebaptisa « Symphonie héroïque ».

Les idées de la Révolution française de 1789 sont à la base de la création de ce grand compositeur et elles lui confèrent le riche contenu qui en fait un des sommets de la musique des 18e et 19e siècles.

(1) Fan S. Noli était à la fois historien, linguiste, musicologue, savant et poète. Il fut chef du gouvernement démocratique albanais de juin à décembre 1924. Après le retour de Zogu au pouvoir, comme d'autres patriotes, Noli dut émigrer. Il est l'auteur d'un ouvrage : « Beethoven et la Révolution française » (1947).

Nous vous rappelons JEUDI 30 MARS A 20 h 30 sur TF 1 Concert Beethoven : au programme : 8e symphonie et 3e symphonie « héroïque »



Le Bimensuel n° 27 est paru

Spécial élections

POUR TOUTE COMMUNICATION AVEC LE JOURNAL TELEPHONER AU 205-51-10

## Abonnez-vous !

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

#### COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D LA SOURCE

#### QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

#### BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases coorespondant à la formule choisie.

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Commune : .....  
Code Postal : .....

## Amoco Cadiz

# La catastrophe ne finit pas de s'étendre

Le mardi 28 mars, le pétrole s'échappant des soutes de l'Amoco Cadiz a atteint les côtes de l'île anglaise de Jersey.

L'opération de pétardement n'a pas eu lieu puisque le pétrolier s'est disloqué de lui-même. La CFDT a décidé de se porter partie civile pour, dit-elle, « élargir le débat afin de situer les véritables responsabilités et de défendre par tous les moyens légaux dont elle dispose les intérêts des travailleurs, et notamment, leur emploi et leurs revenus ».

Les 230 000 tonnes sont quasiment sorties de l'Amoco Cadiz. Pendant ce temps là, la bourgeoisie multiplie les appels au bénévolat, les opérations de prestige et de publicité à la radio.

## CAF : 58e jour de grève

Les techniciens de la Caisse d'allocations familiales de Paris entament ce mercredi leur 58e jour de grève. Aujourd'hui doit se tenir un conseil d'administration extraordinaire qui devrait, paraît-il, statuer sur les revendications des techniciens.

La semaine dernière, c'était « Antenne 2 » et « Europe 1 » qui lançaient une opération, hier c'est « France Inter » qui lançait l'opération « Bretagne service ».

A Paris, Chirac a fait placarder des affichettes faisant appel aux dons pour la Bretagne.

Tous ces appels, outre le fait qu'ils constituent une bonne publicité pour ceux qui les lancent, sont un véritable scandale. Il ne s'agit pas de mettre en cause la sincérité des gens qui se mobilisent spontanément pour aider les Bretons à lutter contre la marée noire.

Il s'agit de dénoncer le scandale que constitue la nature de l'opération qui vise en fait à ne faire déboursier aucun centime à l'État capitaliste. Il s'agit de dénoncer le fait que ce sont toujours les mêmes qui payent : les ouvriers, les petits paysans, les masses populaires. Ils paient les sociétés qui « aident » les Bretons, transporteurs, etc.

L'Union fédérale des consommateurs a décidé à son tour de boycotter les produits de la Shell. Les protestations en Bretagne continuent de se développer.

La mobilisation pour dénoncer le scandale de la marée noire qui va encore profiter aux capitalistes doit

s'accroître dans les jours qui viennent.

Dans le but de répondre à l'attente de nos lecteurs, afin de présenter chaque évolution de la situation, nous avons décidé d'envoyer sur place un journalis-

te à titre permanent pour plusieurs jours.

Ceci est important, notre journal aidera du mieux qu'il le peut les petits paysans, pêcheurs, ouvriers et employés bretons dans leur lutte contre ce nouveau fléau, fruit du capitalisme.

## Nappe de mazout suspecte à l'ouest de Guernesey

Une nappe de mazout de 40 000 mètres carrés a été observée, mardi matin, à environ 40 kilomètres à l'ouest de Guernesey. Elle proviendrait du dégazage d'un pétrolier, selon la préfecture maritime de Brest.

Un navire de la Marine britannique a aussitôt fait route vers la nappe afin d'y effectuer une série de prélèvements. Comparés avec le pétrole brut très liquide échappé de l'Amoco Cadiz, les rejets lourds d'hydrocarbures provenant du lavage des soutes d'un pétrolier, sont en effet beaucoup plus visqueux.

## Pollution due au dégazage d'un pétrolier au large de Noirmoutier

La présence de plaques de mazout provenant d'un pétrolier qui a dégazé au large a été enregistrée mardi, sur la côte ouest de l'île de Noirmoutier.

Sur les côtes de la Guérande et de Barbatre, à l'ouest de l'île, on a découvert de nombreuses plaques d'une dimension de 15 à 30 centimètres de diamètre. Des cadavres d'oiseaux ont également été retrouvés sur la côte.

## Le mouvement de la paix relègue aux oubliettes les droits de l'homme

La Commission nationale du « Mouvement de la paix » sur les problèmes européens déplore, dans une déclaration rendue publique vendredi, que lors de la Conférence de Belgrade, « les gouvernements des pays de l'OTAN, surtout celui des USA, aient privilégié le problème des droits de l'homme : en dénonçant les atteintes à ces droits, notamment dans certains pays socialistes, ils ont en fait subordonné des progrès dans d'autres domaines, particulièrement en matière de sécurité militaire, à un accord sur ce problème ».

Ce mouvement dont la direction est acquise à la ligne révisionniste du PCF parle plus franchement que ses maîtres et s'oppose à ce que la nature du social-impérialisme russe soit clairement dénoncée pour ce qu'elle est : une dictature terroriste, une dictature social-fasciste. Ceci à l'heure même où l'on apprend que des opposants tels que le violoncelliste Rostropovitch sont déchus de leur nationalité soviétique ou sont enfermés dans des asiles psychiatriques et autres camps de concentration parce qu'ils dénoncent la nature du régime.

A l'heure où en Tchécoslovaquie, plusieurs per-

sonnes sont condamnées pour avoir diffusé la Charte 77... ce mouvement reprend entièrement à son compte la thèse mensongère de la détente et de la sécurité où, non seulement il n'y a pas le moindre progrès, mais où au contraire la rivalité est plus aiguë que jamais, en témoigne l'échec des négociations Salt.

## Marseille

## Toute la population surveillée

Le système de l'ilotage va être mis en application le 17 avril prochain dans trois arrondissements de Marseille. Ce système sera étendu à toute l'agglomération à partir du 1er octobre et s'ajoute à diverses mesures répressives dites de protection et de surveillance.

Les gardiens de la paix seront les artisans de cette « protection », ils auront chacun, durant la journée, la responsabilité de la surveillance d'un ilot. La nuit, la police rôdera comme de coutume.

Le même flic « surveillant » toujours le même quartier, connaîtra les habitudes, faits et gestes des habitants. Cette mesure est une atteinte à la liberté des gens et permettra une meilleure efficacité dans la répression.

## International

### Argentine

## Les corps des deux religieuses françaises auraient été retrouvés

Les corps des deux religieuses françaises des missions étrangères, disparues depuis décembre à Buenos Aires, ont été retrouvés sur une plage à 450 km de la capitale argentine, écrit un quotidien suédois.

Selon le journaliste suédois, Hans Almquist, qui revient d'un reportage en Argentine, les corps des deux religieuses, Alice Domon et Renée Duquet, ont été découverts par la population locale sur une plage située entre Bahia Blanca et Mar del Plata.

La découverte des corps aurait eu lieu, il y a deux mois, et aurait été tenue secrète par les autorités jusqu'à cette « fuite ».

## Lettre ouverte d'étudiants Brésiliens au gouvernement français

Une cinquantaine de comités étudiants de l'État de Sao Paulo ont adressé la semaine dernière une « lettre ouverte au peuple et au gouvernement français » pour que le droit d'asile soit accordé à un ancien dirigeant universitaire brésilien détenu en France.

Il s'agit de José Renato Rabelo, ex vice-président de l'Union nationale des étudiants (UNE), organisation dissoute en 1964. Arrêté en France, il y a près d'un mois, son passeport n'était pas en règle.

La lettre précise que l'ambassade du Brésil à Paris a refusé de proroger la validité de son passeport et qu'il est « menacé d'extradition » pour cette raison, ajoutent les signataires, nous sommes préoccupés par son sort physique et moral. Il est, en effet, notoire que les organes politico-répressifs du système dictatorial dans lequel nous vivons pratiquent la torture ».

« Nous sollicitons du gouvernement français qu'il donne l'asile à ce patriote brésilien ainsi qu'à tous les autres bannis, exilés et poursuivis pour avoir pris position en défense des intérêts de notre peuple » conclut la lettre.

### • Chypre

## Grève générale du secteur public

Des employés du secteur public chypriote ont déclenché mardi une grève générale de 24 h pour appuyer leurs revendications salariales et réclamer une réduction du temps de travail. Cette grève qualifiée d'avertissement à l'État a notamment touché les activités de l'aéroport de Larnaca.

### • Iran

## Grève de la faim d'étudiants

Des étudiants iraniens ont entamé mardi une grève de la faim illimitée aux USA, en Suède, en RFA et en Autriche pour soutenir les prisonniers politiques qui ont fait la grève de la faim dans les prisons iraniennes. Le but de cette grève est d'attirer l'attention des organisations syndicales sur le problème des prisonniers politiques.

### • USA

## Fin de la grève des mineurs

La grève des 160 000 mineurs qui durait depuis plus de trois mois vient de prendre fin après que 56 % des votants aient accepté le troisième projet de convention collective conclu entre le syndicat UNW et les propriétaires des mines.

Nous reviendrons un peu plus tard sur l'aboutissement de cette grève.